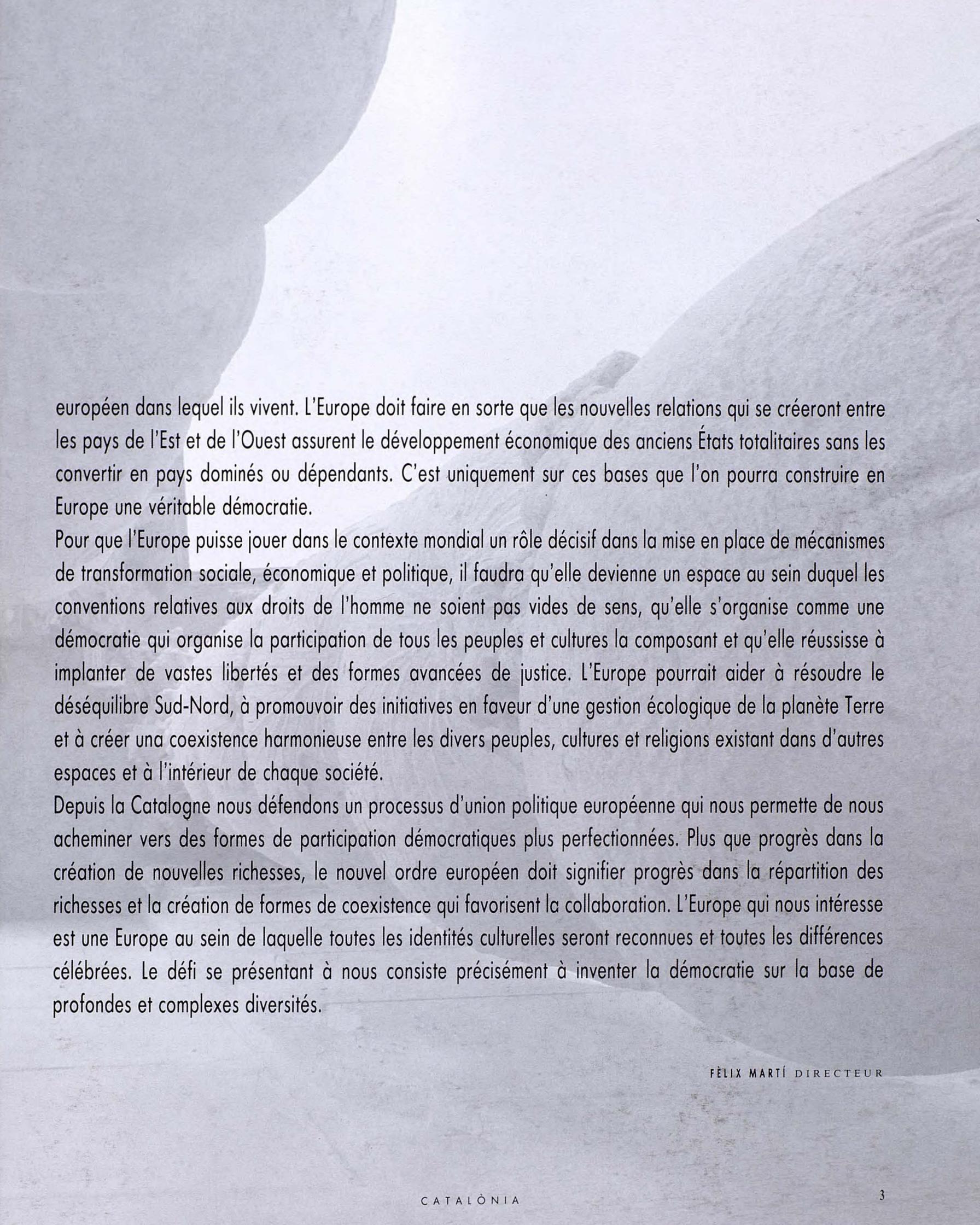


EDITORIAL

L'année 1993 se présente pour l'Europe pleine d'incertitudes. Les discussions ayant eu lieu dans divers pays à propos des possibles conséquences du traité de Maastricht révèlent les contradictions d'un processus d'union politique et économique ne correspondant pas toujours très bien aux aspirations des Européens. Le débat devrait être centré sur le modèle d'Europe proposé par le traité et il serait bon de ne pas occulter les défis auxquels nous allons avoir à faire face.

Depuis la Catalogne nous pensons que l'affirmation de notre personnalité culturelle et politique contribue à imaginer un modèle qui tienne davantage compte des droits des individus et des peuples que des intérêts des États. Nous constatons que les inerties des États contrecarrent souvent l'élaboration de nouvelles structures qui serviraient de manière plus efficace les aspirations des citoyens et, surtout, les très importantes responsabilités que l'Europe doit assumer au sein de son propre espace et du contexte international. La guerre que la Serbie mène contre la Croatie et la Bosnie a fort bien mis en évidence les limites que les États européens ont imposées à leur collaboration. Il est insensé de parler d'Europe tout en refusant d'employer les pouvoirs que possède cette dernière pour mettre fin à une guerre injuste et cruelle. Il est insensé d'élaborer de nouvelles structures politiques tant qu'en Europe la souveraineté continuera d'être monopolisée par les vieux États et ne sera pas reconnue à tous les peuples et cultures.

D'autre part, nous devons construire une démocratie européenne d'où personne ne soit exclu ou marginalisé. L'Europe ne peut accepter que son système économique exclue une partie des citoyens de la richesse générale. On doit s'acheminer vers des structures économiques et sociales qui permettent de mieux distribuer le travail, la consommation et les services. L'Europe doit mettre en place une politique d'immigration généreuse et garantir que tous les immigrants soient accueillis avec le respect qu'il se doit. Les millions d'immigrants doivent participer sans discrimination à la vie politique, économique et culturelle du pays



européen dans lequel ils vivent. L'Europe doit faire en sorte que les nouvelles relations qui se créeront entre les pays de l'Est et de l'Ouest assurent le développement économique des anciens États totalitaires sans les convertir en pays dominés ou dépendants. C'est uniquement sur ces bases que l'on pourra construire en Europe une véritable démocratie.

Pour que l'Europe puisse jouer dans le contexte mondial un rôle décisif dans la mise en place de mécanismes de transformation sociale, économique et politique, il faudra qu'elle devienne un espace au sein duquel les conventions relatives aux droits de l'homme ne soient pas vides de sens, qu'elle s'organise comme une démocratie qui organise la participation de tous les peuples et cultures la composant et qu'elle réussisse à implanter de vastes libertés et des formes avancées de justice. L'Europe pourrait aider à résoudre le déséquilibre Sud-Nord, à promouvoir des initiatives en faveur d'une gestion écologique de la planète Terre et à créer une coexistence harmonieuse entre les divers peuples, cultures et religions existant dans d'autres espaces et à l'intérieur de chaque société.

Depuis la Catalogne nous défendons un processus d'union politique européenne qui nous permette de nous acheminer vers des formes de participation démocratiques plus perfectionnées. Plus que progrès dans la création de nouvelles richesses, le nouvel ordre européen doit signifier progrès dans la répartition des richesses et la création de formes de coexistence qui favorisent la collaboration. L'Europe qui nous intéresse est une Europe au sein de laquelle toutes les identités culturelles seront reconnues et toutes les différences célébrées. Le défi se présentant à nous consiste précisément à inventer la démocratie sur la base de profondes et complexes diversités.

FÈLIX MARTÍ DIRECTEUR